



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ————— janvier 2015 - n°136

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Gotson PIERRE, un journaliste libre

Page 3

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

Mener encore et encore les bons combats

Page 4

L'ACTUALITE DU CHF

Le Collectif se souvient

Depuis plusieurs années, Haïti se trouve confrontée à une grave crise électorale. Rappelons rapidement l'évolution récente de la situation qui, hélas, montre l'incapacité des instances politiques à s'entendre et se traduit par l'échec de toutes les démarches pour trouver une solution. En raison des désaccords entre la Présidence et les partis d'opposition, les tentatives de règlement de la crise ont échoué.

Le mandat des maires des 150 communes a pris fin à l'été 2012 et aucune élection n'ayant été organisée, ils ont été remplacés par des "agents de l'exécutif" nommés par le gouvernement. En janvier 2014, deux tiers des sénateurs ainsi que l'ensemble des députés se trouvent en fin de mandat. Le président Martelly a cédé devant la commission consultative présidentielle qu'il avait mise en place pour trouver une issue à la crise et qui réclamait le départ du Premier Ministre Laurent Lamothe, remplacé

par Evans Paul, et celui du Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, Anel Alexis Joseph.

Faute d'un conseil électoral crédible, aucune élection n'a eu lieu. L'instabilité est totale et tout ceci donne une situation où l'exécutif sera l'unique élu sans contrepoids à son pouvoir, même si un tiers du sénat reste en poste. Et Martelly, soutenu par l'international, et dont certains disent qu'il a toujours souhaité cette situation, est désormais amené à gouverner par décrets.

L'ARTICLE DU MOIS

Gotson PIERRE, un journaliste libre.

Le gouvernement par décrets, c'est ce que redoutait Gotson Pierre, journaliste et éditeur d'AlterPresse. Ce n'était pourtant qu'une hypothèse lorsque nous l'avons rencontré, le 8 décembre dernier, au CICP, à l'occasion d'une réunion publique organisée par le Collectif Haïti de France, pour qu'il nous éclaire sur la situation de crise présente en Haïti: «Un gouvernement par décrets, nous dit-il, signifie un gouvernement sans contrepouvoir puisque le pouvoir judiciaire est lui-même totalement dominé par l'exécutif qui nomme les juges».

Lors de la rencontre, les questions furent nombreuses. Voici l'essentiel de cet échange.

- Il y a beaucoup d'incertitude. Qu'est-ce qui va se jouer dans chaque camp ? Qui va émerger ?

Gotson Pierre - La situation est inédite. La question électorale crée une incertitude. Les élections ne pourront pas se faire avant mai 2015, à 6 mois de novembre, date limite pour organiser les élections présidentielles. Il est donc difficile de dire ce qui va se passer. Il y a plusieurs hypothèses.

Depuis 3 ou 4 ans, le pouvoir a mis sur pied un système: il joue sur la façade par un travail de communication en favorisant des investissements plus spectaculaires qu'utiles comme, par exemple des hôtels à Pétionville. En province, à Côte de Fer, dont est originaire Martelly, le rythme de développement est important. Mais peu de choses se passent dans le reste du pays où on a simplement enlevé les décombres.

En outre, Martelly a recours au clientélisme. Plusieurs programmes sont en cours, des familles qui n'ont rien

reçu depuis des années reçoivent maintenant quelques subsides de sorte que les gens se disent que les choses changent. Certains arrivent même à déclarer: « C'est le premier président qui s'occupe de nous ». Ils n'agiront donc pas contre Martelly. Le gouvernement a indiqué qu'il effectuerait des réformes. Une promesse de Martelly a été de remettre en place une armée, avec l'aide de l'Équateur qui apporte sa coopération à une formation. Là encore, un problème se pose car l'armée porte de lourdes responsabilités dans l'histoire d'Haïti, ayant perpétré de sanglants coups d'État, et ceci n'a pas été débattu au sein de la société.

- *Une opposition se manifeste-t-elle et comment ? Il semble qu'elle se caractérise par son manque de propositions.*

GP - Une partie de l'opposition fixe des conditions pour discuter, une autre partie refuse la discussion et demande le départ de Martelly. Les tenants de l'opposition refusent de céder.

- *Comment cette crise est-elle perçue et vécue ?*

GP - Les réactions les plus apparentes montrent un ras le bol devant la précarité. Ce sont des mouvements sociaux qui ont peu à voir avec la politique mais avec les services : par exemple des manifestations spontanées dans les quartiers contre l'absence d'électricité ou les routes défoncées qui mobilisent des organisations paysannes. Les syndicats étudiants manifestent aussi, ainsi que les syndicats d'enseignants pour les problèmes de leurs salaires. La question de la corruption est assez souvent évoquée.

Dans l'ensemble, on observe une désaffection vis à vis de la politique et on constate aussi qu'il y a peu de manifestations en faveur du pouvoir. La perspective est donc incertaine. Au niveau du bloc de pouvoir, des luttes intestines se manifestent. Mais l'on peut se demander si un gouvernement par décrets, sans contrepouvoir, suscitera des réactions. Martelly, dont l'orientation antidémocratique est prouvée, considère la possibilité de créer une constituante qui éliminerait certains verrous. Le jeu est ouvert. Il y a plusieurs fers au feu.

- *Est-ce qu'on peut dire que Martelly ne tiendra pas (ou qu'un avion viendra le chercher, ce qui est habituel en Haïti) ?*

GP - Le fait que l'international soit très impliqué dans le processus haïtien ne permet pas que la société haïtienne trouve une solution. Les puissances internationales interviennent avant tout le monde. Même l'élection de Martelly n'est pas irréprochable. Elle a été faite sous la pression internationale. On ne devrait effectivement pas écarter un tel scénario, comme ce fut le cas pour Jean-Claude Duvalier et Aristide.

- *Et Aristide justement ?*

GP - Depuis son retour, Aristide a été peu vu, mais il reçoit sans cesse chez lui. Il dit qu'il s'investit dans

l'éducation et s'occupe de son université. Dans l'opinion publique, on a peine à croire qu'il n'a aucune influence politique. Il doit gérer aussi périodiquement des convocations judiciaires. Son dernier tour de force, c'est de ne s'être pas présenté devant un juge pour des accusations de détournement de fonds et trafic de stupéfiants, malgré les menaces récurrentes de le faire arrêter!

- *Quelles seront les conséquences de la mort de Duvalier ?*

GP - On ne peut pas savoir si cela influencera les choses. Le pouvoir actuel est catalogué comme un pouvoir néoduvaliériste. Martelly a dit à plusieurs reprises que le pouvoir exécutif est un pouvoir au-dessus de tous les pouvoirs. La mort de Duvalier supprime le problème de son jugement. Certains croient que le dossier Duvalier est clos, cela soulage la responsabilité. Cependant, il y a des secteurs où l'on continue à dire que Duvalier n'était pas seul. En effet, beaucoup de personnes qui ont fait partie de l'entourage de Duvalier sont actuellement dans les instances du pouvoir et tirent des ficelles importantes. Les duvaliéristes pensent que c'est le peuple qui doit s'adapter au duvaliérisme et non le contraire.

- *Y a-t-il un relèvement d'Haïti ?*

GP - Le bilan du pouvoir est faussement positif. La plupart des problèmes n'ont pas été résolus, certains se sont même aggravés comme le choléra. Sur 250 000 maisons détruites, moins de 30 000 ont été réparées. Les sinistrés ayant laissé les camps se retrouvent dans de nouveaux bidonvilles près de Port-au-Prince. Le gouvernement a donné 400 \$ à chaque famille pour qu'elle se relogue. Dans la plupart des cas, les gens sont partis dans ces bidonvilles anarchiques occupés par des personnes qui n'ont pas de lieu où habiter. Le problème existait déjà, le séisme n'a fait que l'accentuer. Mais il est sûr que la question du séisme pourrait entrer dans le débat électoral.

- *Quelle est la position de la diaspora ?*

GP - Sans généraliser, les Haïtiens de la Diaspora, par contre, s'ils se plaignent de l'augmentation du coût des transferts d'argent vers Haïti, sont très réceptifs à la propagande gouvernementale. Ils aiment entendre que les choses avancent. Ils souhaitent des changements et donc ils pensent qu'il faut laisser faire Martelly.

- *Que reste-t-il du passage des ONG ?*

GP - Elles sont parties mais outre que, sur les vingt milliards promis, seuls six milliards ont été investis, on peut critiquer les priorités choisies et la manière dont les fonds ont été gérés. Beaucoup de projets entrepris n'avaient rien à voir avec le séisme. L'USAID, par exemple, a été critiquée pour ne pas avoir agi en fonction des dégâts, on a construit des maisons ouvrières médiocres mais on a construit des hôtels à Pétionville. Il y a moins de personnes dans la rue mais elles se retrouvent dans de nouveaux bidonvilles. Et il convient de rappeler que la moitié de la population

haïtienne vit dans les villes ! Enfin, une bonne partie des sommes versées est allée à des entrepreneurs et des instances étrangères !

- *Que fait la MINUSTAH ?*

GP – Elle est présente en Haïti depuis dix ans, depuis le départ d'Aristide. Elle coûte 500 millions de dollars par an. Préval voulait que cette force aide le pays à progresser en matière de développement par la construction d'infrastructures et de travaux d'intérêt général. L'ONU a dit non : la Minustah est là pour la stabilisation d'Haïti. Or la stabilisation n'est pas là, il n'y a pas plus de criminalité mais le banditisme a fait des progrès, c'est une sorte de mafia et la Minustah ne l'a pas fait reculer, cela s'est même élargi en province. Il est donc difficile de parler du rôle stabilisateur de la Minustah. Il faudrait qu'Haïti soit capable d'assurer sa sécurité : il y avait 8000 policiers haïtiens il y a 10 ans, ils sont 13000 aujourd'hui !

- *Et les médias dans tout ça ?*

GP – Sur les problèmes d'insécurité, les médias, en général, sont incapables de tout aborder, il y a trop de cas et tous ne sont pas rapportés par les témoins. Peu d'information également sur la vie paysanne ou sur les mouvements sociaux. Ces médias donnent en général des informations sur la vie politique particulièrement à Port-au-Prince, mais les acteurs sociaux s'y expriment peu et n'y trouvent pas de résonance avec leur vie.

La presse est libre en Haïti. Mais l'atmosphère ne favorise pas la profession : au plus haut niveau, les gouvernants montrent que la presse les embête et les policiers ne se gênent pas pour attaquer les journalistes. C'est la volonté de ces derniers qui maintient la liberté de la presse. L'accès à l'information est difficile et cela s'aggrave, d'autant plus que la propagande du gouvernement est dans tout le paysage médiatique, elle occupe tous les espaces et les officiels estiment qu'il n'est pas nécessaire d'informer. Mais les journalistes sont combattifs.

- *Vous êtes journaliste et éditeur d'Alterpresse, parlez-nous d'Alterpresse.*

GP – Alterpresse, agence de presse du Groupe Médialternatif, n'est pas un média intensif autosuffisant dit Gotson en souriant, elle cherche à avoir une bonne audience, elle diffuse l'information, mais elle pose aussi des questions au-delà des faits. C'est un média non spécialisé, destiné au grand public mais qui choisit des thèmes diversifiés. Le Groupe Médialternatif travaille en partenariat avec des mouvements communautaires, des organisations sociales, culturelles et avec d'autres

médias : il assure par exemple des chroniques dans des radios. Etre alternatif, ce n'est pas être un petit média, c'est être attentif, curieux, sensible aux contradictions, avoir un œil critique. C'est chercher et trouver son audience en partageant les questions et les connaissances. C'est envoyer des pigistes dans les régions pour montrer la réalité de la vie quotidienne. C'est être en quête d'une société plus démocratique en posant des questions à cette société.

AlterPresse

Le réseau alternatif haïtien d'information AlterPresse est une agence lancée à la fin de l'année 2001 par le Groupe Médialternatif (association dédiée à la promotion du droit à la communication). Son champ d'action prioritaire est l'information sur les processus politiques, économiques, sociaux et culturels impliquant les acteurs de ces mouvements. Il s'élargit avec l'entrepreneuriat collectif, la promotion et la défense des droits humains, les organismes d'appui au développement, les institutions de recherches et d'éducation non formelle, l'université, etc. L'information diffusée par "Alterpresse", principalement en français et en créole, traite également les événements courants de l'actualité qui proviennent de sources aussi bien locales, nationales qu'internationales. AlterPresse fonctionne avec une équipe de professionnels de l'information, dont la plupart ont déjà une longue carrière de journalistes et ont fait leurs preuves à travers différentes conjonctures du début des années 1980 à aujourd'hui. AlterPresse est partenaire du CHF et fournit chaque semaine le contenu du bulletin « Une Semaine en Haïti ».

Site internet : www.alterpresse.org

Gotson PIERRE, *journaliste professionnel depuis 1981, et consultant en communication.*

Né en 1962 à Port-au-Prince, il a étudié les sciences économiques et politiques. Il collabore avec divers médias haïtiens et étrangers, en particulier des radios. Il a participé à des regroupements professionnels et sociaux au niveau national et international durant les 20 dernières années. Il a contribué au lancement, en 1994, du mouvement des radios communautaires en Haïti. Il est l'éditeur d'AlterPresse, correspondant de l'agence espagnole EFE et titulaire d'émissions à Radio Kiskeya. Gotson Pierre produit régulièrement des réflexions sur la communication sociale et s'investit également dans la formation de jeunes journalistes haïtiens et étrangers.

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Le Nouvelliste (quotidien haïtien) - 07 janvier 2015 - Mener encore et encore les bons combats

Editorial de Frantz Duval. Charlie Hebdo n'est pas un titre de presse très connu en Haïti. C'est une publication

dont on entend plus parler par ce qu'en dit périodiquement la presse française que parce qu'on l'a

tenu en main. Oiseau rare, Charlie Hebdo ne survole pas souvent notre territoire. Ce mercredi, on a vite compris que les douze morts de l'attentat terroriste dans les locaux de Charlie Hebdo à Paris n'étaient pas à cause d'un simple carnage, mais une explosion de violence en deux temps. Les assaillants voulaient tuer des hommes et des idées. Depuis, Charlie Hebdo est dans nos cœurs, dans nos têtes. Nos pensées consternées sont pour les victimes, pour leurs proches, pour la grande famille de la presse. Chaque journaliste, correcteur, graphiste, facteur, chaque employé du journal a compris que ce déchaînement de violence aurait pu se produire en Haïti comme dans n'importe quel coin du monde. S'en prendre à des idées et à des hommes est une barbarie par le truchement de laquelle on peut effacer la présence de n'importe lequel d'entre nous sur terre. Ce 7 janvier a replongé chaque Haïtien dans le souvenir des épisodes de violence qui ont frappé la presse locale. Yvonne Rimpel Hakim, Gasner Raymond, Ezéchiel Abélard, Félix Lamy, Jean Rémy Badio, Brignol Lindor, Pierre Richard Alexandre, Jacques Roche, Jean Dominique et d'autres ont payé de leur vie la rage de ceux qui voulaient les faire taire. Ici aussi, la terre a bu le sang versé par des assassins sans nom. Déjà avec nos morts nous l'avions su, avec les 12 de Charlie Hebdo de ce 7 janvier nous l'avons définitivement compris : la violence ne peut pas étouffer la liberté de pensée, ni éteindre la liberté d'expression, ni contraindre la

liberté d'interpréter la réalité, à travers le prisme des outils dont dispose la presse, à se courber aux desideratas des plus forts. Parce qu'au Nouvelliste, depuis près de quarante ans, Dodard, Charlot, Paquin, Teddy ou Bousiko interprètent la vie dans la cité avec leurs dessins de presse au bout de leur crayon, parce qu'ici aussi nous sarclons les sillons de l'actualité, cultivons le doute et l'irrévérence, nous nous sentons concernés par ce qui s'est produit ce 7 janvier à Charlie Hebdo. Une rédaction décimée, 8 journalistes tués, des caricaturistes clairement visés, quelle douloureuse piqûre de rappel sur la nécessité de mener encore et encore les bons combats !



Charlie Hebdo du 20/01/2015

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Le Collectif se souvient : 12 janvier 2010 - 12 janvier 2015 : En Haïti, l'envie de vivre et le désir d'avenir ont pris le dessus !!! Par François-Frantz CADET, Président du CHAMP et membre du CHF.

Les souvenirs sont présents et personne ne peut vouloir les éteindre. La petite flamme de vie est partout vivace et visible dans le pays. Même la nuit les lucioles semblent baliser notre chemin et les feux follets indiquer notre destination. Oui le peuple haïtien a, dans son horizon, des perspectives de prise en main de son devenir et la volonté de se responsabiliser face à ses choix.

Les turpitudes, les convulsions et les spasmes sont hélas toujours présents et l'être, au lieu de se soumettre, résiste pour réclamer : pain de vie, scolarisation des enfants, liberté de choix, moyens de production, respect de l'intégrité, légitimité du citoyen, réhabilitation des élus, décentralisation du pouvoir, restauration de l'autorité, taxation des affaires et construction d'avenir.

La ritournelle de ces requêtes pourrait donner le vertige si le changement de comportement qui s'opère n'était pas perceptible. En effet suite à un périple dans ce beau pays d'Haïti j'ai cru comprendre que la vie a repris ses droits surtout dans le milieu rural. J'ai vu des enfants rire à pleines dents, des

femmes vivre leur rôle d'interface entre le rural et l'urbain et les hommes revenir à la production des vivres alimentaires et à l'exploitation des ressources naturelles.

Malgré le côté restrictif et contestable de leur exploitation, les moyens de communication sont là disponibles. Les routes nationales, au revêtement refait, m'ont conduit, du nord au sud dans des conditions de transport satisfaisantes et dans un délai acceptable. En les empruntant il est possible de pénétrer des lieux de vie oubliés de l'administration encore trop centralisée et de partager avec des gens valeureux et courageux qui animent, avec de faibles moyens, le développement local. Le milieu rural vit mieux si les illusions du monde urbain ne se font pas trop envahissantes. Il est possible de voir autrement ce pays qui ne demande qu'à reverdir.

Lire la suite sur : <http://www.collectif-haiti.fr/actualite-du-chf-141-12-janvier-2010-12-janvier-2015-en-haiti-lenvie-de-vivre-et-le-desir-davenir-ont-pris-le-dessus-par-frantz-cadet>

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris -
Comité de rédaction : Michèle BABINET, Ghislaine DELEAU, Adélaïde DE PERTAT, Reynold HENRYS, Gaëtan LESAGE,
Geneviève GREVECHE, Bernard LERAY, Fatou SALL.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr